

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 52 (2002)

Heft: 1

Buchbesprechung: Banque et entreprises industrielles en Europe de l'Ouest, XIXe-XXe siècles: aspects nationaux et régionaux [éd. p. Philippe Marguerat et al.]

Autor: Verley, P.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

liegenden Bandes, im Staatsarchiv und in Disentis neue Nummern, die aus Neuzugängen stammen können oder erst in neuerer Zeit aus alten Beständen gewonnen wurden. Die zahlreichen Archive der bündnerischen Kreise oder das Klosterarchiv Müstair fanden bei Mohr keine Berücksichtigung, ganz zu schweigen vom Gemeindeforschungsbüro Bormio und der neben dem Bischöflichen Archiv am üppigsten sprudelnden Quelle, dem Gemeindeforschungsbüro Tirano mit seiner Abteilung Madonna di Tirano, in der das Archiv des abgelegenen Klosters (und Hospizes?) San Remigio hoch über der Puschlaver Gemeinde Brusio enthalten ist. Eher erstaunlich ist dagegen, dass aus Chiavenna nur zwei Stück und aus Como gar nur ein Stück vorhanden ist, obwohl das Puschlav mit dem Veltlin zusammen zum Bistum Como gehörte. Gewinne brachten demgegenüber des weitern die seit Mohr zugänglich gewordenen grossen Archive, besonders das Vatikanische Archiv, das Generallandesarchiv Karlsruhe für den Bodenseeraum, das Haus-, Hof- und Staatsarchiv in Wien und das Tiroler Landesarchiv in Innsbruck, nicht zu vergessen die Südtiroler Archive. Dieser Überblick zeugt auch für den Weitblick, den Otto P. Clavadetscher beim Zusammentragen des Materials bewies und der hohe Anerkennung verdient. Darauf aufbauend konnte Lothar Deplazes die Materialsuche abschliessen und den Band energisch der Vollendung entgegentreiben.

Nach dem Editionsplan wird «bei bündnerischem Aussteller, Empfänger oder Rechtsobjekt ... die Urkunde vollständig abgedruckt, sonst in Regestenform». Es ist nicht ohne Risiko, von solchen Grundsätzen abzuweichen. Die Bearbeiter haben sich vermutlich im Ablauf der Arbeiten (und nicht im chronologischen Ablauf der Urkunden) zuerst konsequent an diese Weisung gehalten, sind dann aber etwas davon abgekommen. Zu Recht, wie mir scheint. Wie wir festgestellt haben, waren es vor allem die Bischöfe, die die Internationalität der vertretenen Stücke zur Hauptsache hervorriefen. Wenn nun ein landfremder Inhaber des Bischofsstuhls jahrelang von Chur abwesend war, dafür aber im Rhein-Main-Gebiet und weiter nördlich in Thüringen Altäre weihte, Ablässe verteilte und dabei Urkunden ausstellte, die nicht im entferntesten mit Graubünden zu tun haben, so fragt man sich, ob der Vollabdruck noch einen Sinn habe (z.B. Nr. 2076, 2078, 2098, 2099, 2108, 2139, 2161). In solchen Fällen ist die Qualität der Erwähnung für das Bündnerland nicht grösser als eine blosser Erwähnung des Bischofs als Zeuge, wofür nur ein Regest vorgesehen ist. Auf den Vollabdruck wurde nun tatsächlich bei Nr. 2173 verzichtet, wo Bischof Siegfried von Chur 1319 ein Vidimus ausstellte, und schliesslich prinzipiell auch bei der Urkundenserie, die der Bischof von Chur 1310 als Gesandter König Heinrichs VII. in Oberitalien mit andern zusammen ausstellte (Nr. 1923–1933, 1936 usw.). Bei all diesen Urkunden handelt es sich allerdings durchwegs wohl um alles andere als umfangreiche Texte, übrigens ganz im Gegensatz zum italienischen Sprachbereich, wo die zahlreich vertretenen Urkunden vielfach immer redseliger, umständlicher und länger wurden (z.B. Nr. 2080, 2083, 2085, 2140f., 2176).

Fritz Glauser, Luzern

Philippe Marguerat, Laurent Tissot et Yves Froidevaux (éd.): **Banques et entreprises industrielles en Europe de l'Ouest, XIX^e–XX^e siècles: aspects nationaux et régionaux**. Genève, Droz, 2000, 270 p.

L'histoire bancaire a beaucoup progressé depuis une dizaine d'années grâce à l'ouverture de sources nouvelles et à l'affinement de problématiques restées longtemps assez schématiques. Le colloque de Neuchâtel vise à faire une synthèse provisoire sur le thème du financement des entreprises. Ce projet se situe dans la

continuité d'un thème qui avait été présenté au Congrès international d'histoire économique de Milan en 1995 «Le financement des entreprises au fil de l'industrialisation». Il s'agissait de se dégager de typologies anciennes telles que celles fondées sur l'opposition entre modèle bancaire anglais et modèle continental. Les différences entre pays dans les relations entre banques et entreprises industrielles proviennent moins d'hypothétiques cultures d'entreprises ou cultures bancaires que des degrés relatifs d'avancement dans l'industrialisation, selon l'hypothèse forte de Gerschenkron. Car, en fin de compte, au XX^e siècle, les pratiques de financement ont convergé dans les pays occidentaux. Discuter dans l'absolu sur l'efficacité plus ou moins grande de tel ou tel type de banques et de pratiques bancaires n'a donc guère de sens: ce qui importe est l'adéquation des moyens et de modes de financement mis en œuvre à l'état de développement à un moment précis des besoins industriels, des marchés de capitaux et des structures institutionnelles. Les différences entre pays au niveau de la morphologie de ces relations et de leur efficacité pour la croissance industrielle étaient par ailleurs beaucoup plus faibles à la fin du XIX^e siècle qu'on ne l'a longtemps cru. L'introduction de l'ouvrage fait avec clarté le point sur cette révision des problématiques.

Les communications reflètent la double perspective que le thème implique. Une partie d'entre elles l'aborde du point de vue de l'offre des banques, l'autre part de l'étude des entreprises qui demandent un financement. Les modalités de financement sont la résultante des choix des unes et des autres. Pour les banques, le financement à long terme des entreprises par engagement direct, par intermédiation avec le marché financier ou leur clientèle ou leur réseau de banques amies, par découvert ou par transformation de crédits à court terme est un choix par rapport à d'autres opérations – crédit commercial à court terme, placements de titres publics ou gestion de portefeuilles. Pour les entreprises, les différentes modalités de financement avec l'aide des banques sont à comparer aux possibilités d'autofinancement, de crédits interentreprises et d'autres types de financement «informels».

Quatre communications font une synthèse de l'état de la question pour l'Angleterre de 1870 à 1950 (Y. Cassis), l'Allemagne de 1880 à 1913 (Ph. Marguerat), l'Italie de la fin du XIX^e et du XX^e siècles (G. Conti) et la France de l'entre-deux-guerres (M. Lescure). Trois communications abordent l'étude du financement des secteurs industriels: les travaux publics en France (D. Barjot), l'hydroélectricité en France (H. Morsel) et l'électromécanique suisse (S. Paquier). A. Broder traite du rôle des banques dans les exportations françaises de capitaux au XX^e siècle. Enfin quatre communications étudient les stratégies industrielles d'établissements bancaires particuliers: la Société Générale de Belgique (G. Kurgan-van-Henterik), Paribas (E. Bussière), Mirabaud (A. Plessis) et la Banque Cantonale Neuchâteloise (Y. Froidevaux). Il n'est pas possible de rendre compte de toute la richesse de ces études. On se limitera à évoquer trois idées qui reviennent de manière récurrente.

L'analyse du soutien des entreprises par les banques et de leur pouvoir d'intervention doit se faire au niveau non pas des établissements mais à celui des groupes structurés, le plus souvent informels qu'ils constituent. L'intégration ou la division du travail, qui avaient fondé les premières typologies, n'ont été à la limite que des particularités morphologiques peu importantes. Dans sa communication sur la question controversée du rôle et du poids des grandes banques allemandes dans le financement et la gestion des entreprises industrielles avant 1914, l'une des études les plus novatrices et les plus solidement argumentées du recueil, Philippe Marguerat montre que ces banques avaient un pouvoir de drainage des capitaux plus im-

portant que les banques anglaises, car elles fonctionnaient en Interessengemeinschaften avec les banques provinciales ou régionales, et qu'elles collaboraient dans une division des tâches acceptée. La Berliner Handelsgesellschaft pouvait être chef de file pour le placement d'émissions importantes, parce qu'elle s'appuyait sur les ressources de la Deutsche Bank, qui faisait en revanche du financement à court terme pour l'industrie électrique. La pluralité des représentants bancaires dans les conseils d'administration n'était pas l'indice d'une concurrence entre établissements: elle révélait les contours du groupe constitué par la banque leader, ses filiales et ses alliées. A une autre échelle, la banque Mirabaud, étudiée par A. Plessis, a pu, dans l'entre-deux-guerres, exercer, malgré ses faibles moyens, un pouvoir non négligeable dans l'industrie parce qu'elle mettait à la disposition des entreprises clientes son réseau de banques amies et sa clientèle de gros épargnants pour la souscription d'émissions. Du point de vue des entreprises, qui veulent se financer, la difficulté était et est toujours de trouver le chef de file sans lequel les autres établissements ne veulent pas s'engager. Les difficultés de financement des constructeurs d'électromécanique suisse, étudiés par S. Paquier, venaient, avant 1914, du peu d'intérêt initial des banques influentes, qui auraient pu rallier leur réseau de correspondants peu désireux d'apparaître en première ligne. Bien sûr la chose était plus difficile pour une entreprise nouvelle comme Brown Boveri qui démarra avec des bailleurs de fonds de peu d'importance que pour des entreprises ayant déjà pignon sur rue et désirant diversifier comme la S.L.M.

L'évolution commune aux différents pays a été le remplacement d'un système de financement décentralisé par un système centralisé, dans lequel, le plus souvent, l'Etat joue un rôle important. Les modalités de cette évolution ont dépendu de l'état d'avancement de l'économie et de l'organisation bancaire lors des deux grands chocs qu'ont été la Première Guerre mondiale et la crise des années 1930. En Grande-Bretagne, l'évolution s'est faite plus progressivement qu'en France ou en Italie. Dans ces deux derniers pays, la guerre a affaibli le pouvoir d'intervention des banques à la fois par l'inflation et en les obligeant à immobiliser une partie de leurs ressources dans des titres publics. Il en résulta une remise en cause de la division du travail d'avant 1914 entre les établissements locaux et régionaux et les grandes banques nationales. En France, dans les années 1920, il y eut désormais concurrence pour les dépôts, avec un affaiblissement progressif des banques régionales, déstabilisées ensuite par la grande crise, alors que les grands établissements de crédit n'étaient pas capables, selon M. Lescure, de prendre le relais. La défaillance du marché débouchait sur le recours à l'Etat. Le scénario n'était pas très différent en Italie où les besoins des entreprises ont obligé les grandes banques à faire la chasse à l'épargne et où l'alternance entre l'inflation qui, selon G. Conti, a augmenté le niveau de risque qu'elles acceptaient et ensuite la déflation qui accroissait le danger d'insolvabilité déboucha *in fine* sur la prise en charge des participations industrielles des trois grandes banques par l'I.R.I. en 1933.

Les études font définitivement table rase d'une idée fautive, celle de l'alternative entre le financement à long terme des entreprises par les banques et le financement par le marché *sans les banques*. D'une part la distinction entre crédit à court terme et crédit à long terme ne correspond pas de manière stricte à celle entre le financement de la trésorerie et celui de l'investissement: il faut donc envisager globalement le soutien bancaire. D'autre part pour mener les opérations liées au marché financier (émission, soutien des titres, paiement des coupons), l'intermédiation des banques était indispensable. L'alternative était donc plutôt entre titri-

sation ou non-titrisation des dettes, plutôt entre une attitude purement financière des banques envers l'industrie, comme celle de Paribas selon l'étude d'E. Bussière et une implication plus grande dans le cadre d'une politique industrielle comme en Allemagne, ce qui ne signifiait pas, comme le note Ph. Marguerat pour l'Allemagne, une gestion des entreprises par les banques. Il n'en reste pas moins que la classique distinction de Hicks entre économie à découvert (*overdraft economy*) et économie de marché garde toute sa pertinence au niveau macro-économique puisque les effets sur les variables fondamentales de l'économie diffèrent.

Cet ouvrage figurera désormais comme une référence obligée en matière d'histoire bancaire et financière et en matière d'histoire d'entreprises.

P. Verley, Genève

Sammlung Zurlauben. Regesten und Register zu den Acta Helvetica, Gallica, Germanica, Hispanica, Sabaudica etc. necnon genealogica stemmatis Zurlaubiani. Bearbeitet von Kurt-Werner Meier, Josef Schenker, Rainer Stöckli. Bd. 128–135 und Register 128–135. Aarau, Sauerländer, 2001.

Die vorliegende sechzehnte Lieferung der Sammlung Zurlauben ist noch umfangreicher als die fünfzehnte und zeichnet sich durch inhaltliche Reichhaltigkeit der Aktenstücke aus. Neben zahlreichen Texten zum Bauernkrieg von 1653 und zum 1. Villmergerkrieg (1656) enthält sie besonders viele Gastwirte-, Handwerker- und Kaufleuterechnungen. Aufschlussreich sind die Mannschaftsrollen, ferner die Landschreiberei- und Landvogteirechnungen der Freien Ämter. Drei Aktenstücke (134/193, 200, 205) betreffend die Kosten der Haushaltung von Beat II. Zurlauben als Landschreiber der Freien Ämter für die Jahre 1617 bis 1626 geben Auskunft über den Lebensstil dieser Persönlichkeit. Die vorliegende neueste Lieferung bildet somit vorzügliches Quellenmaterial für die Entwicklung der Kosten, Löhne und Preise. Interessant für das Söldnerwesen ist die Liste der in der Schlacht von Piacenza vom Jahre 1746 (im Zusammenhang mit dem Österreichischen Erbfolgekrieg) verwundeten und getöteten Schweizer Offiziere (129/68).

Wie alle bisher erschienenen Bände besteht die vorliegende Lieferung aus vier Regestenbänden und einem umfangreichen Registerband. Dieser enthält, wie die Registerbände der früheren Serien, ein Personen-, ein Orts-, ein Brief- und ein Siegelregister sowie ein Verzeichnis der Drucke und Stiche. Unter diesen stechen das Personen- und das Ortsregister durch ihren ungewöhnlichen Umfang und ihre sehr detaillierten und fein gegliederten Angaben hervor. Im alphabetisch nach Familiennamen geordneten Personenregister ist jede Person mit folgenden Angaben versehen: 1. Name; 2. Lebensdaten; 3. Vorkommen in früheren Serien; 4. Aliasnamen; 5. Herkunft; 6. verwandtschaftliche Beziehungen bei Personen, die in den Akten ohne Vornamen vorkommen; 7. Herrschaftstitel; 8. militärische Ämter; 9. politische Ämter. Diese Angaben machen das Personenregister, das in der vorliegenden Lieferung 326 Seiten umfasst, zu einer reichen Fundgrube für die Familien- und Personenforschung.

Im noch umfangreicheren Ortsregister stehen hinter der Ortsangabe bei schweizerischen Ortschaften die Kantonszugehörigkeit, bei politisch unselbständigen Ortschaften und Flurnamen und Höfen die Gemeindezugehörigkeit, bei ausländischen Ortschaften die Staatszugehörigkeit sowie die Provinz bzw. das Département. Das genannte Register umfasst neben Ortsangaben im engeren Sinn, Ländern, Grafschaften, Vogteien, auch historische Begriffe wie Freie Ämter, Gemeine Herrschaften, Heiliger Stuhl, Eidgenössische Orte usw. Bei Bischofsstädten